

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/3/FJI/1

16 avril 1997

(97-1644)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

REPONSES AU QUESTIONNAIRE RELATIF AUX LICENCES D'IMPORTATION

Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation

FIDJI

La délégation de Fidji a fait parvenir au Secrétariat la notification ci-après, datée du 1er avril 1997.

I. PRODUITS A BASE DE POULET

Description succincte du régime

1. Les particuliers de souche autochtone fidjienne, rotumane et européenne métissée adressent par écrit une demande de licence d'importation au Ministère du commerce, de l'industrie et des entreprises publiques (MCITPE). Le Ministère vient en aide aux candidats qui présentent aux Etats-Unis d'Amérique une demande d'importation de produits à base de poulet.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Ce régime vise à encourager les Fidjiens autochtones dans leurs activités commerciales.
3. Le régime de licences s'applique seulement aux produits en provenance des Etats-Unis (territoire continental) qui ont reçu l'agrément de la Drug Administration des Etats-Unis.
4. Le Cabinet a décidé que 1 600 tonnes de produits seulement seraient importées chaque année, soit environ 100 tonnes par province.

Non.

Ce régime de licences d'importation concerne les produits à base de poulet seulement. Il n'y a pas d'importation de produits à base de dindes et dindons, même si un certain intérêt s'est manifesté en faveur d'une diversification.

5. L'Avis n° 41 [modifié] relatif à la Loi sur l'importation d'animaux (chapitre 159) - Règlement de 1996 portant modification de la Loi sur l'importation d'animaux (section II) et les Ordonnances douanières (chap. 170).

Oui.

Oui.

En cas d'urgence nécessaire, le Ministère du commerce, de l'industrie et des entreprises publiques (MCITPE) peut différer l'application du régime.

Modalités d'application

6. I. Les renseignements sont publiés dans le Fiji Times et le "Nai Lalakal", l'un étant le journal publié en anglais et l'autre en fidjien.

Le montant total des contingents est publié sur demande.

Sans objet.

La quantité maximale attribuée à chaque importateur est d'environ 100 tonnes.

Il n'y a pas d'exceptions.

- II. Pour l'année.

Non.

Non.

- III. Les licences d'importation n'existent que pour les produits à base de poulet.

Un exemplaire de la demande approuvée est remis à l'administration des douanes et au service des quarantaines du Département de l'agriculture; l'original est remis à l'intéressé et le Ministère du commerce, de l'industrie et des entreprises publiques (MCITPE) conserve un exemplaire.

Le reliquat non utilisé des attributions n'est pas ajouté aux contingents d'une période ultérieure.

Les noms des importateurs auxquels des licences ont été délivrées sont portés seulement à la connaissance de l'administration des douanes et des services de l'agriculture.

Préserver la confidentialité des activités commerciales.

- IV. A partir du début de l'année - début janvier.

- V. Une journée.

- VI. Tout dépend de la diligence dont fait preuve le candidat pour obtenir l'approbation du Ministère du commerce, de l'industrie et des entreprises publiques (MCITPE), puis pour présenter aux Etats-Unis sa demande d'importation de produits à base de poulet.

- VII. Le seul organe administratif s'occupant du régime de licences d'importation pour les produits à base de poulet est le Ministère du commerce, de l'industrie et des entreprises publiques (MCITPE).

Non.

Est convoqué pour certaines formalités.

VIII. Dans l'ordre chronologique de dépôt des demandes.

Le montant maximum est de 100 tonnes par province; toutefois, pour le troisième contingent de l'année, la quantité inutilisée est attribuée à tout autre demandeur intéressé.

Pour les nouveaux importateurs, l'attribution se fait de la même façon.

Oui.

IX. Seulement dans le cas de réexportations.

Oui.

X. Dans ce cas, la question est réglée entre les administrations douanières des deux pays.

XI. Pour les produits à base de poulet qui ont dépassé le contingent annuel, l'excédent ne peut être vendu mais doit être entreposé comme marchandise en transit.

7. a) Les demandes doivent être faites avant l'importation.

Oui.

b) Oui, s'il y a des contingents disponibles.

c) Début de l'année.

d) Oui, le Ministère du commerce, de l'industrie et des entreprises publiques (MCITPE).

Non, un seul exemplaire pour les archives.

8. Une demande de licence peut être rejetée: si le candidat ne peut prouver qu'il dispose des fonds nécessaires pour financer les importations et qu'il est dans l'incapacité de recueillir des fonds.

Les raisons du rejet sont communiquées à l'intéressé.

Les intéressés peuvent former un recours à condition d'avoir obtenu un financement.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Sont habilités à demander une licence d'importation pour des produits à base de poulet les particuliers faisant partie des électeurs inscrits comme Fidjiens, Rotumans et électeurs généraux.

Sans objet.

Fidjiens/Rotumans/électeurs généraux.

Il n'est pas perçu de droit d'immatriculation.

Une liste des importateurs agréés est publiée.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. La demande est faite par chaque importateur dans une lettre adressée au Ministère du commerce, de l'industrie et des entreprises publiques (MCITPE). Les documents à fournir et les formalités à accomplir ont été arrêtés par le Ministère:

- les importateurs autochtones doivent produire un certificat d'appartenance à une famille fidjienne autochtone ("Vola ni Kawa Bula") pour l'attribution des contingents;
- les autres importateurs doivent produire une pièce d'identité (extrait d'acte de naissance, passeport, etc.);
- réattribution des contingents à la date limite, etc.

11. Garantie bancaire/distribution sur le marché local.

Licences d'importation/certificat de dédouanement.

12. Non.

Pour la douane, une demande d'importation doit encore être adressée au Contrôleur (Comptroller) des douanes dans une lettre donnant les détails techniques nécessaires. Un droit de 11 dollars des Fidji est perçu pour chaque licence. L'importation de ces produits reste assujettie au régime de licences d'importation au titre de la position 5 de la liste 5 du Règlement douanier (Importations et exportations prohibées) de 1986. Un droit uniforme de 5 dollars des Fidji est perçu sur toutes les déclarations en douane, à l'importation ou à l'exportation.

13. Non.

Sans objet.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Un an, prend fin le 31 décembre de l'année en question.

Non, il faut présenter une nouvelle demande.

15. Non.

16. Non.

17. Les importations de poulets font l'objet d'une inspection approfondie par le service des quarantaines.

Autres formalités

18. Non, mais pour la douane, une demande doit être faite sous forme d'une lettre adressée au Contrôleur (Comptroller) des douanes.

19. Un crédit bancaire est accordé par les banques.

Oui.

II. HUILES LUBRIFIANTES

Description succincte du régime

1. La réglementation des importations par un régime de licences délivrées par l'Etat a été introduite en 1987, et le régime est administré par le Ministère du commerce, de l'industrie et des entreprises publiques (MCITPE). C'est le Ministre des finances qui est habilité à soumettre des marchandises au régime de licences.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Protéger une société locale qui a été autorisée à exploiter une raffinerie d'huiles lubrifiantes. Cette société n'a pas commencé son activité et la raison pour laquelle elle est soumise au régime de licences est liée à un différend entre les pouvoirs publics et la société.

3. Il n'y a pas de discrimination en fonction du pays d'origine.

4. Non. Les licences sont attribuées à quiconque veut importer des huiles lubrifiantes, et pour la quantité demandée.

Non.

On attend la décision judiciaire pour supprimer l'obligation de licence.

5. Le Journal officiel de Fidji (Government of Fiji Gazette or Legal Notice).

Oui.

Non.

Oui, sous réserve de la décision judiciaire qui sera rendue à l'issue de la procédure en cours. La suppression du régime de licences se fera par voie d'annonce légale approuvée par le Cabinet.

Modalités d'application

6. I. Les renseignements sont publiés au Journal officiel (Legal Notice - Government of Fiji Gazette).

Sans objet.

Pas de restriction.

La quantité demandée.

Adresser une nouvelle demande au Ministère du commerce, de l'industrie et des entreprises publiques (MCITPE).

II. Pas de contingent. Les licences sont automatiquement attribuées, indépendamment du volume et de l'origine des importations.

III. Tous les types d'huiles lubrifiantes.

Un exemplaire de la licence est envoyé aux douanes pour le contrôle douanier.

Contingents - sans objet.

Non, parce que les licences ne sont pas réservées aux exportations d'une origine particulière.

IV. Les licences sont attribuées à mesure que les demandes sont reçues.

V. Une journée.

VI. Les licences prennent effet à compter du jour où elles sont délivrées.

VII. Oui, le Ministère du commerce, de l'industrie et des entreprises publiques (MCITPE).

Non.

Non.

VIII. Dans l'ordre chronologique de dépôt des demandes.

IX. Non.

Oui.

X. Non disponible.

XI. Non.

7. a) Oui, en général deux semaines avant l'arrivée des marchandises.

b) Oui, les importateurs peuvent demander une licence après l'arrivée des marchandises, mais cette pratique n'est pas encouragée.

c) Non.

d) Oui, par le Ministère du commerce, de l'industrie et des entreprises publiques (MCITPE).

e) Non.

8. Dans certaines circonstances - par exemple, il faut que l'entreprise de l'importateur soit enregistrée à Fidji et présente des gages de sérieux.

Les raisons du rejet ne sont pas communiquées à l'intéressé.

Ils peuvent présenter une nouvelle demande au Ministère du commerce, de l'industrie et des entreprises publiques (MCITPE) comme le permettent les procédures en vigueur.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Les particuliers ne peuvent demander une licence.

Sans objet.

Oui.

Non, mais les entreprises se font immatriculer au Registre des sociétés.

Pas de restriction.

Il n'est pas perçu de droits.

Il n'est pas publié de liste des importateurs agréés.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Renseignements concernant le demandeur: nom de la société, quantité, valeur et pays d'origine des importations.

Aucun, une simple lettre suffit.

11. Licence d'importation, certificat de dédouanement, facture.

12. Pas de droit perçu pour la licence d'importation mais pour les douanes, une demande d'importation doit encore être adressée au Contrôleur (Comptroller) des douanes avec les détails techniques nécessaires. Un droit de 11 dollars des Fidji est perçu pour chaque licence. L'importation du produit reste assujettie au régime de licences au titre de la position 5 de la liste 5 du Règlement douanier de 1986 (Importations et exportations prohibées). Un droit uniforme de 5 dollars des Fidji est perçu sur toutes les déclarations en douane, à l'importation ou à l'exportation.

13. Non.

Sans objet.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Trois mois.

Oui, en adressant une nouvelle demande au Ministère du commerce, de l'industrie et des entreprises publiques (MCITPE).

15. Non.

16. Non.

17. Sans objet.

Non.

Autres formalités

18. Comme indiqué dans la réponse 12, pour les douanes, la demande d'importation doit être adressée au Contrôleur (Comptroller) des douanes dans une lettre contenant les détails techniques nécessaires.

19. Oui.

Non.

Cela dépend des fonds dont dispose l'entreprise.

Les banques commerciales ont des formulaires qui doivent être remplis et l'intéressé doit fournir la preuve qu'il dispose des fonds nécessaires.